



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRETE

du **12 AOUT 2014**

mettant en demeure le Comptoir Agricole à ERSTEIN (67150)  
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié  
réglementant les bruits aériens émis dans l'environnement par ses installations

Le Préfet de la Région Alsace,  
Préfet du Bas-Rhin

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'instruction technique jointe ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 modifié autorisant le Comptoir Agricole à exploiter les installations sises sur son site d'ERSTEIN ;
- VU** le rapport du 23 juillet 2014 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement (installations classées) ;

**CONSIDÉRANT** que plusieurs réclamations ont été formulées depuis 2012 à l'encontre du Comptoir Agricole pour son site d'ERSTEIN pour cause de nuisances sonores en période de campagne ;

**CONSIDÉRANT** que le Comptoir Agricole a réalisé une étude acoustique lors de la campagne maïs 2013 qui mesure les niveaux acoustiques en limites de propriété pour son site d'ERSTEIN ;

**CONSIDÉRANT** que les niveaux acoustiques mesurés mettent en évidence plusieurs dépassements, par comparaison aux valeurs limite opposables, au niveau des points de mesure n°1, 2 et 5 ;

**CONSIDÉRANT** que ces points de mesure sont proches des propriétés des plaignants ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude acoustique précitée est incomplète puisqu'elle omet de mesurer le niveau sonore initial (= installations à l'arrêt) et le niveau sonore au niveau des propriétés des plaignants ;

**CONSIDÉRANT** que par voie de conséquence l'étude acoustique ne comporte pas les mesures qui permettent de calculer l'émergence (différence entre le bruit ambiant et le bruit résiduel) ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## A R R Ê T E

**Article 1 :**

Le Comptoir Agricole, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), est mis en demeure de respecter, avant la campagne de maïs 2014, pour l'exploitation de ses installations de stockage de céréales (silos) situées Chemin de Schaeffersheim 67150 ERSTEIN-Gare, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 ci-après reprises :

➤ article 1.2 de l'instruction technique du 20 août 1985 :

« [...] »

*Les niveaux limites de bruit ( $L_{limite}$ ) à respecter en limite de propriété de l'installation projetée sont calculés à partir d'une valeur de base fixée pour le champ sonore extérieur à 45 dBA, à laquelle on ajoutera les termes correctifs  $C_T$  et  $C_Z$  (voir tableaux 1 et 2, ci-après).*

$$L_{limite} = 45 \text{ dBA} + C_T + C_Z$$

[...]. »

En l'occurrence,  $C_Z = 20$ ,  $C_T = 0$  (période de jour), - 5 (période intermédiaire), -10 (période de nuit)

Ainsi, l'exploitant est mis en demeure de respecter les valeurs suivantes en limite de propriété :

Période de jour	Période intermédiaire	Période de nuit
65 dB(A)	60 dB(A)	55 dB(A)

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 II. du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de SÉLESTAT-ERSTEIN,
- le Directeur du Comptoir Agricole,
- le Maire d'ERSTEIN,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christian RIGUET

**Délais et voies de recours**

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.